

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

RODET

9 rue des Coquelicots
Quartier Combrune
26 140 Anneyron

Références : 20260302-RAP-DAEN0268
Code AIOT : 0006102480

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement RODET implanté 9 rue des Coquelicots, Quartier Combrune, 26 140 Anneyron. L'inspection a été annoncée le 13/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RODET
- 9 rue des Coquelicots, Quartier Combrune, 26 140 Anneyron
- Code AIOT : 0006102480
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RODET produit du mobilier pour les collectivités (restauration, écoles...), les hôtels ainsi que des tréteaux métalliques pour les enseignes de bricolage. Elle a été reprise en 2016 par le groupe FERMOB, qui est basé dans l'Ain.

Le site d'Anneyron emploie environ 70 personnes qui, selon les postes, travaillent en journée ou en 2 x 8 sur les activités de travail mécanique des métaux, de traitement de surface et de peinture.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- REACH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En amont de la visite, l'inspection a été sollicitée par le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels (BARPI) concernant un accident signalé par les services de secours et d'incendie.

Une fuite de gaz a été signalée sur le site le 24 novembre 2025. Le gaz a été coupé sur l'intégralité de l'entreprise et 30 salariés (la moitié du personnel) du site ont été mis au chômage technique le jour de l'événement. La partie production de l'entreprise a été maintenue.

L'exploitant indique qu'il ne s'agissait pas d'une fuite de gaz mais d'un brûleur défectueux sur un des aérothermes. La combustion étant incomplète, une odeur de gaz s'est fait sentir.

Le brûleur a été réparé rapidement ce qui a permis de rétablir l'arrivée de gaz et de reprendre l'activité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > III.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Dispositif de détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
10	Rétentions et bassin de confinement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Ouvrages de prélèvements	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Délais
16	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
17	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – I et II	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes	Sans objet
2	Substances et produits chimiques	Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5	Sans objet
3	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI	Sans objet
4	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	Sans objet
5	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 > I. II.	Sans objet
8	Liste des détecteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.	Sans objet
9	Stockage et rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.	Sans objet
12	Programme de surveillance	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44	Sans objet
13	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 > III.	Sans objet
14	Déclaration GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
15	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45 > I.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du jour a permis de faire un point sur la situation administrative du site qu'il convient de mettre à jour compte tenu des évolutions tant réglementaires que des activités du site.

Plusieurs non-conformités, plus ou moins significatives, ont été relevées. Elles devraient cependant pouvoir être levées à court terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2022, article R.511-9 et ses annexes			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE			
Prescription contrôlée :			
Classement des installations du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), défini dans l'arrêté préfectoral n°966 du 28 mars 1994 :			
Numéro	Classement	Nature des activités	Rubrique actuelle (Régime)
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs. Puissance supérieure à 10 kW.	2925.1 (D)
272-A-2	D	Application de peinture epoxy par poudrage suivi d'une polymérisation	2661 ou 2940
2560-1	A	Atelier de travail mécanique des métaux et alliages. Puissance électrique totale = 700 kW.	2560.2 (DC)
2565-2.a	A	Traitements chimiques des métaux pour le dégraissage. Volume des bains = 15000 litres	2565.2-a (E)
361-B-2	D	Installation de compression d'air Puissance totale = environ 140 kW	Abrogée
1510-2	D	Entrepôts couverts pour le stockage de matières combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes. 1 entrepôt de 34 655 m ³ . 1 entrepôt de 10 800 m ³ . soit 45 455 m ³ .	1510.2-c (DC)
Constats :			
L'inspection des installations classées a fait le point avec l'exploitant sur la situation administrative du site. Cette dernière étant définie par l'arrêté préfectoral n°966 du 28 mars 1994, il semble essentiel de la mettre à jour. En amont de la visite, les rubriques identifiées concernant les installations du site sont les suivantes :			

Rubrique	Régime	Activité	Quantité autorisée
2566.1-a	A	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique, la capacité volumique du four étant supérieure à 2 000 l.	2300 litres
2565.2-a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 1 500 l.	15 000 litres
1510.2-c	DC	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	45 000 m ³
2560.2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW.	700 kW
2925.1	NC	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques, lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	34 kW
2661	À déterminer	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)	À définir

Rubrique	Régime	Activité	Quantité autorisée
2940	À déterminer	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801.	À définir
<p>Au cours de la préparation de la visite, l'inspection a consulté le courrier du 27 juin 2013 transmis par l'exploitant et dans lequel ce dernier indique la mise en place d'un atelier bois et demande l'inclusion de la rubrique 2410 au sein de sa situation administrative. Cette demande n'a semble-t-il pas été actée par arrêté préfectoral.</p> <p>L'exploitant fait part de l'arrêt en novembre 2025 de cet atelier.</p> <p>Les machines encore présentes vont être vendues et l'espace ainsi libéré sera utilisé comme lieu de stockage.</p> <p>L'exploitant convient en séance qu'un travail d'actualisation de la situation administrative est à mener.</p> <p>Il lui revient donc de déterminer toutes les rubriques correspondantes aux activités réalisées sur le site ainsi que les niveaux d'activité associés (volume des bains, puissance installée...) et de porter l'ensemble à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois, l'exploitant réalise un porté à connaissance des installations en activité sur le site et le transmet à l'inspection des installations classées.</p>			
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>			

N° 2 : Substances et produits chimiques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 30, 35, 37-5
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement REACH
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises.
Constats : L'exploitant indique que toutes les fiches de données de sécurité (FDS) sont accessibles sur la plateforme C-Reach. Il réalise une veille annuelle, chaque début d'année, concernant la validité des FDS. Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a consulté la FDS de la BONDERITE C-AK I-95, Novaclean L95. La dernière mise à jour de cette FDS a été réalisée le 16 juillet 2024. Celle-ci est donc conforme à la réglementation. Au cours de la visite, l'inspection a pu constater que les précautions de manipulation et de stockage indiquées dans la rubrique 7 de la FDS sont bien mises en œuvres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II et VI
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien de la rétention et gestion des eaux
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. [...] L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : Dans l'établissement, la partie où est réalisée le traitement de surface est un bâtiment conçu sous rétention. Les parties visibles de cette rétention étaient en bon état et vide. Les lignes de traitement de surface sont elles-mêmes sous rétention. Les bacs de rétention de ces lignes sont inspectés dès que l'activité du site le permet. Aucun produit n'est stocké en extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie.
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
Constats : L'exploitant indique que lorsque l'alarme se déclenche, les services d'incendie et de secours sont alertés par téléphone. Les différents rôles des équipiers sur site sont définis par une procédure, notamment accessible à l'accueil de l'établissement. On y trouve aussi le plan de défense incendie sur lequel figurent les éléments présents sur site (extincteur, robinet d'incendie armé...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 - II.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant.
Constats : La société APAVE est intervenue du 3 au 6 mars 2025 et a fourni le rapport de vérification des installations électriques (certificat Q18) le 7 mars 2025. Il conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion et met en évidence 14 observations dont 6 nécessitant une action pour lever le risque. L'exploitant indique qu'un plan d'action a été mis en place et que les actions attendues ont été réalisées. Cependant, ce plan d'action n'est pas formalisé. Demande n° 1 : L'exploitant formalise les plans d'action mis en œuvre pour solder les observations issues du certificat Q18. La vérification des installations électriques est prévue pour le mois de mars 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 – III.
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Le contrôle des installations électriques prévu à l'article 17 – II est au moins annuel. Il porte également sur la détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges ou par tout autre dispositif équivalent. Un contrôle réalisé conformément au référentiel APSAD D19 est réputé satisfaire à cette exigence sur la détection de points chauds. Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La société APAVE est intervenue sur le site le 3 juin 2024 pour réaliser un contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge conforme aux exigences du référentiel APSAD D19. Le compte rendu (certificat Q19), en date du 4 juin 2024 fait état de 2 anomalies et conclut que <i>« au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tels que définis dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, le risque d'incendie est présent. La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque. »</i> Il est indiqué par ailleurs que <i>« Les cellules haute tension n'étant pas équipées de hublot infrarouge, prévoir une campagne de mesures ultrason sur ces cellules. »</i> Le registre tenu par l'exploitant indique que les anomalies ont été corrigées le 27 juin 2024 ce qui respecte le délai de 2 mois indiqué dans le certificat Q19. Non-conformité n° 1 : Le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge conforme aux exigences du référentiel APSAD D19 n'a pas été réalisé en 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant réalise le contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge conforme aux exigences du référentiel APSAD D19 et fait parvenir le rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Dispositif de détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de détection automatique d'incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection automatique d'incendie est installé, au moins <ul style="list-style-type: none">– dans les locaux où sont stockés ou employés des liquides inflammables (à mention de danger H224, H225 ou H226) ;– dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface ; Ce dispositif de détection comprend également au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette détection actionne une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Constats : Au jour de la visite, le site n'est pas équipé d'un dispositif de détection automatique d'incendie. Non-conformité n° 2 : Aucun dispositif de détection automatique d'incendie n'est installé sur le site L'exploitant indique qu'un devis concernant un tel dispositif est en cours de validation. Un système de détection automatique d'incendie sera donc prochainement installé sur l'ensemble du site, notamment au niveau de l'atelier de traitement de surface (il n'y a pas de local de liquides inflammables sur site). Concernant les sondes permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans les systèmes d'aspiration, l'exploitant indique ne pas savoir si ces équipements sont intégrés dans le devis de son prestataire. L'inspection l'encourage à vérifier cette donnée sur le devis et à faire intégrer l'équipement dans l'installation si ce n'est pas le cas. Les travaux d'installation du dispositif de détection automatique d'incendie seront réalisés en plusieurs phases, la première étant prévue au cours du premier semestre 2026. L'inspection rappelle que cette détection doit actionner une alarme incendie perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte des personnes présentes sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 6 mois, le déploiement d'un dispositif de détection automatique d'incendie conforme à la réglementation est engagé. L'exploitant précisera les échéances des différentes phases de la mise en place de l'installation complète.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Liste des détecteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 19 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des détecteurs
Prescription contrôlée : [...] Il dispose d'un contrat de maintenance avec une entreprise spécialisée qui remet chaque année un rapport de contrôle. Les dates et la nature des contrôles, les anomalies constatées, la liste des mesures correctives, accompagnées de leur date de réalisation sont consignées dans un registre. La liste des détecteurs, le contrat de maintenance et le registre sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le dispositif de détection automatique d'incendie n'étant pas encore installé, la prescription a été présentée à l'exploitant de sorte qu'il puisse y répondre dès lors que les travaux seront finalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Stockage et rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > I.
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage et rétentions
Prescription contrôlée : <p>Le stockage et la manipulation de substances ou mélanges dangereux sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">– 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">– dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;– dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;– dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>[...]</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>
Constats : <p>Au cours de la visite du site, l'inspection a pu constater que tous les contenants de substances ou de mélanges dangereux étaient bien disposés sous rétentions conformes aux attentes réglementaires.</p> <p>Aucune dégradation des sols, remettant en cause son étanchéité, n'a été constatée.</p> <p>Suite à l'inspection réalisée en 2023, l'exploitant a établi une procédure de vérification annuelle de l'étanchéité des capacités de rétention.</p> <p>Si cette procédure a bien été mise en œuvre en 2023 puis en 2024, cela n'a pas été le cas au cours de l'année 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à suivre ses propres procédures internes et à réaliser les tests d'étanchéité dans les meilleurs délais.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Rétentions et bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20 > III.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et bassin de confinement
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin. Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement. [...]
Constats : Bien que disposant d'un plan des réseaux, l'exploitant n'est pas en capacité de démontrer que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. S'il existe un canal extérieur menant à un bassin, la végétation présente tant dans le canal que dans le bassin permet d'affirmer que le confinement des eaux n'est pas effectif. Aucun organe de commande permettant de mettre en service le bassin de confinement n'a été identifié sur le site. L'évacuation des eaux par ce canal reste de plus à démontrer. Au cours de la visite, l'inspection a par ailleurs constaté que la rigole d'évacuation des eaux en contrebas des quais de chargement situés au sud-ouest du site (et en contrebas du canal précité) n'est pas muni d'un dispositif d'obturation. Non-conformité n° 3 : La rétention des eaux susceptibles d'être polluées n'est pas assurée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, après avoir défini le dimensionnement du volume utile de rétention des eaux, l'exploitant démontre que l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, peuvent être collectées. Il fournit un plan du site indiquant tous les éléments permettant le confinement des eaux et précisant la capacité de ce dernier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Ouvrages de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de prélèvements
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel ou dans un réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 de code de l'environnement.
Constats : Il n'y a pas de puits sur le site, par conséquent, aucun prélèvement d'eau souterraine n'est réalisé. Seul le réseau public fournit le site en eau. Le compteur est muni d'un dispositif de mesure. L'exploitant reçoit deux relevés par an. Le prélèvement pour l'année 2025 a été de 2 440 m ³ . La mise en place d'un relevé routinier permettrait de prévenir plus rapidement une éventuelle fuite. L'exploitant indique que le raccordement n'est pas muni d'un système de disconnexion. Non-conformité n° 4 : le raccordement n'est pas équipé d'un système de disconnexion destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant met en place un système de disconnexion équipant le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 44
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions dans les conditions fixées aux articles du présent chapitre. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent. Elles concernent notamment la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.
Constats : Le site fonctionne sans rejet d'eau industrielle. Les eaux de rinçage des différentes cabines de traitement de surface ou de peinture sont éliminées en tant que déchets. Aucun programme de surveillance n'est donc mis en œuvre. L'exploitant fait part d'un accord existant avec la mairie autorisant des rejets dans le réseau des eaux usées, traitées par la station d'épuration communale, sous couvert d'une autorisation spéciale de déversement et de la réalisation d'analyses. Si l'exploitant venait à changer de mode de rejet, il lui faudrait donc définir son programme d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 46 > III.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Des prélèvements et analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance (métaux et cyanures totaux) sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides. Ce laboratoire de prélèvement et d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).
Constats : Compte tenu de l'absence de rejet d'eau industrielle et de programme d'autosurveillance, les contrôles de recalage trimestriels ne sont pas nécessaires. Ils le deviendraient si l'exploitant modifiait son mode de rejet, comme évoqué dans le point de contrôle précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Déclaration GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Sans rejet d'eau industrielle, le site n'est pas soumis à la télédéclaration sur la plateforme GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 45 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : La surveillance des rejets dans l'air porte sur : – le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; [...]
Constats : Le bon fonctionnement des systèmes de captation est vérifié par le service de maintenance interne. Ce dernier intervient rapidement en cas de défaillance. La société VRM SAS assure, quant à elle, annuellement, le nettoyage du système.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
Constats : Sous contrat avec la société APAVE avant la période du COVID, les mesures des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis n'ont plus été réalisées depuis 2021. Non-conformité n° 5 : Aucune mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis n'a été réalisée en 2025. L'exploitant indique avoir repris contact avec l'APAVE et présente un contrat signé, reconduit tacitement chaque année, visant la mise en œuvre d'une campagne des mesures attendues réglementairement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois, l'exploitant fait réaliser les mesures des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis et transmet le rapport à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 17 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none">– les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : <ul style="list-style-type: none">– les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/an. Cette déclaration comprend : <ul style="list-style-type: none">– la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;– la quantité par nature du déchet ;– le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;– le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Au cours de l'année 2025, l'exploitant a réalisé la déclaration GERE sur les émissions polluantes de l'année 2024 en indiquant qu'il n'avait aucune donnée à déclarer. Or, il s'avère que la quantité de déchets dangereux générés par le site était bien supérieure à 2 tonnes. Non-conformité n° 6 : La déclaration GERE n'a pas été faite correctement. Pour information, au cours de l'année 2024, le site a généré 94,3 tonnes de déchets dangereux répartis de la sorte : 69,56 tonnes de déchets dangereux, 1,74 tonnes de déchets souillés et 23 tonnes d'huiles usagées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Avant le 31 mars 2026, l'exploitant réalise la déclaration GERE 2026 concernant les émissions polluantes de l'année 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois